

Mairie de Journal La Mée Châteaubriant

<http://www.journal-la-mee.fr/2000-aide-au-tiers-monde>

Aide au Tiers Monde

- Thèmes généraux - Sous-développement, famine -

Date de mise en ligne : mardi 6 décembre 2005

Mise à jour le : mardi 25 décembre 2007

Journal La Mée Châteaubriant

Sommaire

- [Aide au Tiers Monde : On cherche 50 milliards](#)
- [L'aide des immigrés : 80 milliards](#)

[Aide au Tiers-Monde](#)

[L'aide des immigrés](#)

[Moi d'abord](#)

[Commerce équitable](#)

[Des élus pour le développement](#)

Ecrit le 4 mai 2004

Aide au Tiers Monde : On cherche 50 milliards

La réunion annuelle du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE vient de se terminer à Paris le 16 avril 2004. L'ignominie y a rejoint l'avarice, le tout dans un climat plutôt morose. Afin de fournir un bilan présentable à l'opinion publique, les gouvernements des pays de l'OCDE membres du CAD (ils sont 22) ont truqué les comptes aussi vulgairement que les dirigeants d'Enron ou de Parmalat.

Pour pouvoir affirmer que leur aide publique au développement (APD) augmentait, les autorités de Washington y ont inclus deux milliards de dollars versés pour la reconstruction de l'Irak. En réalité il s'agit de l'aide publique aux industries exportatrices étatsuniennes. C'est avec ces deux milliards de dollars que l'on paiera les travaux de reconstruction réalisés par les firmes Bechtel, Halliburton et autres transnationales nord américaines.

Profit et inégalité

Peu après la nomination de Nicolas Sarkozy, nouveau ministre français de l'Economie et des Finances, la France et la Grande-Bretagne ont présenté à Paris en ce début avril un projet destiné à apporter aux pays du Sud les 50 milliards de dollars qui manquent toujours pour financer les Objectifs de développement du millénaire (succinctement, réduire la pauvreté de moitié entre 2000 et 2015).

En quelques mots, l'idée de ce projet consiste pour les pays dits « en développement » à emprunter sur les marchés financiers à des taux d'intérêt réduits grâce à une garantie de la part des pays riches. Il ne s'agit pas d'une bonne idée : en effet la dette du Tiers Monde continuera sa course folle et les remboursements exigés s'accroîtront encore ! Mais surtout c'est la quadrature du cercle : pour tenter de réduire la misère, on fait appel aux rentiers et aux spéculateurs financiers, dont la seule motivation est le profit à court terme et dont l'action aggrave les inégalités, donc accroît la misère.

On sait que la finance internationale est peu soucieuse des conditions de vie des plus démunis. Des institutions internationales comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) imposent une ouverture commerciale et une libéralisation économique qui ne génèrent pas le développement humain mais servent les appétits des grands investisseurs. Ceux-ci s'empressent alors de

délocaliser une partie considérable de leurs gains vers les banques des pays les plus industrialisés et les paradis fiscaux, répandant le dénuement, le chômage et affaiblissant les Etats qui se voient contraints de réduire les « filets sociaux ».

Il convient également de s'interroger sur l'idée habilement répandue selon laquelle la croissance économique (quand elle est réellement au rendez-vous !) améliorerait le bien-être de la majorité de la population. Loin de réduire la pauvreté si elle n'est pas accompagnée de mesures structurelles visant une réduction de l'inégalité dans la répartition des revenus et du patrimoine, la croissance sert surtout les intérêts des plus puissants..

L'aide des immigrés : 80 milliards

Pourtant, il est possible de consacrer des fonds à lutter contre la pauvreté au Sud.

En effet, une vraie aide au développement de 80 milliards de dollars existe déjà, uniquement sous forme de dons, et ces sommes sont utilisées avec une bien plus grande sagesse que l'APD actuelle. Qui sont donc ces mystérieux humanistes capables de donner 80 milliards de dollars par an ? Ce sont des gens que M. Sarkozy connaît particulièrement bien, et à qui il serait bien avisé de demander conseil et d'accorder un infini respect : selon la Banque mondiale, les migrants originaires des pays en développement envoient chaque année 80 milliards de dollars à leurs proches restés au pays. La montée des égoïsmes dans les pays les plus industrialisés et les politiques répressives à l'encontre des migrants en sont d'autant plus insupportables.

Voici 50 milliards

Pour trouver les 50 autres milliards de dollars nécessaires pour libérer le développement des pays du Sud, deux pistes sont possibles :

– . une taxe internationale (taxe Tobin) sur les transactions en devises, fixée à un taux de 0,1%, procurerait, selon des estimations prudentes, entre 80 et 100 milliards de dollars par an disponibles pour financer le développement humain.

– . une réduction des dépenses militaires de 25% libérerait à l'échelle mondiale 200 milliards de dollars. A noter que l'occupation de l'Irak coûte environ 50 milliards de dollars au Trésor des Etats-Unis.

Mais on peut aussi chercher l'argent... au Sud ! Car le Sud crée des richesses considérables, très vite aspirées vers les riches créanciers (banques, marchés financiers, etc.) au Nord grâce au mécanisme de la dette. Ainsi, en 2002, l'ensemble des pays en développement a remboursé un total de 343 milliards de dollars au titre du service de la dette, soit 95 milliards de dollars de plus que les nouveaux prêts qu'ils ont reçus. Si on annule véritablement la dette du Tiers Monde, on libère au Sud des sommes considérables qui rendent enfin possible une véritable lutte contre la pauvreté.

Mais M. Sarkozy aura-t-il la volonté d'abandonner ce puissant outil de domination qu'est la dette ? Sans doute pas tout seul ! Les mouvements sociaux et les citoyens épris de justice sociale doivent porter ce thème au cœur du débat public et contraindre les principaux acteurs financiers à annuler les créances qu'ils détiennent, afin d'instaurer

une nouvelle logique économique qui irait enfin à l'encontre de celle de ce triste projet franco-britannique.

Damien Millet, secrétaire général du CADTM France (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde) ; et Eric Toussaint, président du CADTM Belgique.

Ecrit le 4 mai 2004 :

Aide : moi d'abord

On nous dit que l'aide publique au développement (APD) est de 57 milliards de dollars. Mais que compte-t-on dans cette somme ? Tout d'abord, seuls 32 milliards de dollars sont des dons, le reste est sous forme de prêts, qui seront eux aussi remboursés. La mariée est déjà moins belle !

De plus, on compte dans ces montants des dépenses qui ne profitent pas directement aux populations du Tiers Monde. Quand un pays du Nord décide d'envoyer un avion de vivres et de médicaments à un pays en détresse, l'affrètement de l'avion, l'achat des vivres et des médicaments, le salaire de ceux qui préparent ou effectuent le voyage sont comptés dans le montant de l'aide délivrée, mais les sommes correspondantes restent au Nord, seul le produit transporté arrive sur place et cela représente une bien maigre part des sommes annoncées.

De même pour des missions d'experts envoyés dans les pays du Tiers Monde pour évaluer le plus souvent les possibilités d'investissement d'entrepreneurs du Nord. Les intérêts du pays créancier sont donc souvent plus déterminants que les besoins réels des populations.

Ecrit le 4 mai 2004 :

Commerce équitable

Des animations sont organisées sur tout le territoire français, jusqu'au 16 mai, pour informer les consommateurs sur les pratiques et les principes du commerce équitable, notamment avec les petits producteurs du Sud. « Le commerce équitable, c'est faire du commerce en intégrant droits de l'homme et préservation de l'environnement », explique V.Ferreira, de Max Havelaar. Aujourd'hui, grâce à cet « autre commerce », « 357 organisations de petits producteurs du Sud, soit 800 000 familles, peuvent vivre un peu mieux : un prix décent pour leurs récoltes et des conditions de travail correctes ». [voir aussi CFDT](#)

Ecrit le 11 mai 2004 :

50 milliards

On sait qu'il faudrait 50 milliards de dollars pour libérer le développement des pays du Sud (revoir La Mée du 5 mai 2004). Ce serait somme aisément trouvable si l'on considère que George Bush envisage de dépenser 25 milliards de dollars supplémentaires pour sécuriser la présence des Américains en Irak.

Ecrit le 7 décembre 2005 :

L'Ascodé à Châteaubriant

L'ASCODE c'est l'association des élus municipaux de Loire-Atlantique pour la coopération avec les habitants des pays en voie de développement.

Créée il y a 37 ans, cette association est actuellement présidée par Yves PRAT, ancien maire de Bouaye. « 37 ans d'échanges, de solidarité, de fraternité » a-t-il dit.

Depuis sa création, l'ASCODE a soutenu 670 projets dans 24 pays en y apportant 1 280 000 Euros. Les principaux projets soutenus en 2005 concernent le Sénégal (31 %), le Bénin (16 %), Madagascar, le Mali, l'Inde (chacun 11 %). Par exemple, l'opération que soutient ARCADE, pour la construction de 150 latrines sur le Lac Nokoué (relire La Mée du 4 mai 2005) a reçu une subvention de 1500 Euros.

Les différentes associations présentes ont fait, avec fougue, une présentation de leur travail. On trouve de nombreux projets autour de l'école (alphabétisation des femmes, construction de classes), de la santé (formation de personnel, création d'un dispensaire, équipement matériel), de l'hygiène (réalisation de latrines), sans oublier les problèmes liés au Sida, au contrôle des naissances, à la condition des femmes. Pompes solaires, réserves d'eau, pirogue à moteur,les réalisations sont nombreuses. Une association participe à l'équipement d'un laboratoire d'analyses médicales au Sénégal. A Nantes des étudiants de l'Icam travaillent sur un projet de moulin à mil. A Châteaubriant des jeunes du lycée Etienne Lenoir ont participé à la mise au point d'un conteneur-atelier.

Quelques projets originaux : au Bénin une association soutient des enfants atteints d'une maladie osseuse les condamnant à se traîner sur le sol.

Au [Mali](#), ce sont des jeunes atteints de cardiopathies qui sont évacués vers Nantes pour une opération au CHU. Au Sénégal, l'association « Mémoire d'outre-mer » travaille sur le souvenir de l'esclavage.

Tous ceux qui sont allés « là-bas » en reviennent marqués par la misère qu'ils ont côtoyée. « A Haïti par exemple, la situation empire d'année en année ».

Cartes de vœux, soirées musicales, vente de jus de pommes : les associations se démènent pour collecter des fonds.

« Faire ensemble » a rappelé André Roul « pour que les équipements réalisés soient leurs équipements ». Il a plaidé aussi pour que les nombreuses associations travaillant sur le même pays se connaissent. Il lui a été répondu qu'il existe un réseau pour cela : <http://www.alcid.org> .

Nous avons pu constater que ce réseau est encore bien embryonnaire !

[Rapport sur le développement humain, PNUD](#)

[Autres articles](#)